

Le syndicalisme en Anjou ...

Pour le lecteur lointain, je me dois de préciser que le Maine-et-Loire et la Mayenne sont en France les départements où les gisements ardoisiers sont les plus importants.

Trélazé, commune de 6.000 habitants, située à 6 kms d'Angers, connaît depuis le 12^e siècle l'industrie de l'ardoise.

Sous l'impulsion de militants syndicalistes du nom de Ludovic Ménard, Bahonneau, Georget et de beaucoup d'autres plus obscurs, entourés de quelques éléments un peu plus jeunes, Louis Monternault, Paul Mercier, Planchenault, Trélazé fut au début de ce siècle, aux premières heures de la C.G.T., un centre anarcho-syndicaliste fort apprécié et connu en France. Il en a été à peu près ainsi jusqu'en 1914, date à laquelle quelques-uns de ces animateurs ont cru mieux faire en se rapprochant du keuférisme et son corollaire, le socialisme parlementaire. La foule, toujours moutonnaire, confiante dans ses militants devenus des politiques s'est faite votarde et réformiste; seuls quelques non-conformistes farouchement attachés aux principes de la 1^{ère} internationale ont lutté vainement pour reconquérir le terrain perdu, mais hélas sans jamais y parvenir.

Trente-cinq ans de bavardages politiques ont donc suffi pour tout détruire, et pour enlever aux individus la notion exacte de leur valeur. La malfaisance politique en a fait des admirateurs frénétiques du chef, du militant, du bonze. Plus aucune répugnance pour les cérémonies patriotiques. Le sabre et le goupillon sont les grands bénéficiaires de la main tendue, le patronat plus confiant impose ses volontés au pointque, depuis octobre 1954, les andoisiers font 40 heures dans des conditions de salaire, telles, qu'ils subissent mensuellement une perte allant de 4 à 5.000 francs, selon les emplois. Tout bien pesé, les patrons ne font qu'appliquer, à leur avantage, le minimum vital réclamé depuis des années avec une touchante unanimité, par les organisations dites syndicales, et comme le ridicule n'a jamais tué personne, les promoteurs de ce minimum (dit biologique) sont des gens bien pourvus dont les salaires sont le triple ou le quintuple de ces chiffres, et que l'on retrouve confortablement installés dans cette hiérarchie syndicale.

Quant à la semaine de 40 heures, la C.G.T. des 6 millions d'adhérents a volontairement oublié de la faire réappliquer avec tous les avantages qu'elle devait comporter; lorsque quelqu'un à cette époque soulevait la question, on le regardait comme les vaches regardent les trains et cela parce que les complices du patronat voulaient refaire la France.

Maintenant qu'elle est refaite, nous connaissons le résultat.

Pour un peu qu'un anarchiste prenne place dans la hiérarchie syndicale - qui en réalité n'est qu'un rouage de l'Etat. Pour un peu qu'il figure dans tous les organismes de collaborations de classe, qui portent le nom de comités d'entreprises, comités d'arbitrages, bureau international du travail, délégués permanents d'usine, ou C.I.L., les gens avertis sont en droit de s'étonner que ce disciple de Bakounine, s'installe dans ces lieux et fonctions, alors que dans les discussions individuelles ou publiques, il dénonce la pourriture parlementaire si bien définie par Sébastien Faure, les gens avertis, dis-je, sont sensibles à ces contradictions, et ne tardent pas à les considérer comme des fumistes. Ces constatations sont tellement vraies, qu'elles se confirment par un fait que j'ai vécu, lors de la scission 1948, à la formation de Force Ouvrière: quelques-uns d'entre nous entrèrent à l'organisation nouvelle espérant une renaissance de l'anarcho-syndicalisme. Les débuts étaient prometteurs, l'union départementale de Maine-et-Loire se disait dans une minorité où les pionniers du syndicalisme étaient souvent invoqués, un journal « Le Réveil syndicaliste » fut imprimé, portant en exergue sur la couverture, une des meilleures pensées de Pelloutier; un seul point noir cependant subsistait, on ne voulait à aucun prix désavouer publiquement l'orientation confédérale.

Malgré cela, nous espérons encore, ce qui faisait dire aux grincheux et aux sceptiques, que c'était pour nous faire plaisir et nous mettre en confiance que l'on invoquait Pelloutier. *"Allez donc, disaient-ils, vous verrez s'ils s'en moquent de vos pionniers et de leurs principes"*, d'ailleurs ils ne sont pas les premiers dans le genre à agir de la sorte, l'exemple des communistes est là avec Jeanne d'Arc et la Marseillaise.

Et en effet, nous avons dû nous rendre à l'évidence, cette méthode est d'un usage courant, tout le monde en use chez les politiques.

Ce fait vécu est une digression dont je m'excuse près du lecteur, mais cependant utile pour démontrer qu'il ne faut jamais se laisser surprendre par les événements et les hommes, sous peine d'être confondus avec les coupables dans l'esprit public. Ces dix dernières années ont été fertiles en slogans de tous genres et en abandons de toutes sortes, ce qui explique l'indifférence et le désespoir des ouvriers.

Le .syndicalisme, expression économique de l'anarchisme est toujours possible, cependant, les syndicats de notre mouvement, aidés de tous les hommes de cœur pourraient peut-être établir un lien et produire le miracle, c'est-à-dire battre en brèche le corporatisme, établir des revendications pouvant rallier toutes les professions, indiquer l'emploi de la grève générale comme moyen d'action et ainsi une toute petite victoire replacerait la classe ouvrière sur le chemin de la confiance et de la solidarité. Ce serait le premier pas vers des objets plus importants, qui auraient pour conséquence de mettre à rude épreuve les cures en vestons, car si la situation prenait une autre tournure, la hiérarchie de l'Eglise en ferait des jaunes.

Quand aux partis politiques, chacun sait que la détresse permanente des ouvriers est pour eux une mine d'or. Une grève générale triomphante par contre est pour eux un désastre, car elle fait plus en quelques jours que cinquante ans de parlementarisme et par conséquent démontre leur inutilité.

Que les syndicalistes réfléchissent à ces perspectives.

Germinal LELIEVRE